WE.CONNECT

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

ISH Audit Conseil
198 avenue Victor Hugo
75116 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

We.CONNECT
3, avenue Hoche
75008 Paris

Aux actionnaires

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société We.Connect relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 6.7.3 « Ecarts de change » de l'annexe aux comptes consolidés qui expose l'incidence de la première application, au 1er janvier 2017, du règlement ANC n°2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des écarts d'acquisition, l'évaluation des stocks, l'appréciation du caractère recouvrable des créances clients et la comptabilisation de la fiscalité latente.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 16 avril 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit	ISH AUDIT CONSEIL
Vincent Gaide	Jonathan Cabessa

WE CONNECT

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL 14 273 277 EUROS

SIEGE SOCIAL

3 AVENUE HOCHE 75008 - PARIS

COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE AU 31 DECEMBRE 2017

SOMMAIRE

Page

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE 2
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE 3
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE 4
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES 5
NOTE 1 – PRESENTATION ET BASE DE PREPARATION DE L'INFORMATION FINANCIERE 6
NOTE 2 – INFORMATION SUR L'ACTIVITE 10
NOTE 3 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DES EXERCICE 2016 ET 2015 10
NOTE 4 – COMPARABILITE DES EXERCICES 11
NOTE 5 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION 11
NOTE 6 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE 11
NOTE 7 – NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDE 16
NOTE 8 – AUTRES INFORMATIONS 22

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Les montants dans le présent document sont exprimés en euros sauf indication contraire.

Compte de résultat consolidé (en €)	31/12/2017 (12 mois)	31/12/2016 (12 mois)	*Notes*
Ventes de marchandises	93 677 634	75 601 328	
Total chiffre d'affaires	**93 677 634**	**75 601 328**	*6.1*
Autres produits et subventions d'exploitation	100 482	56 966	
Transferts de charges	205 161	192 403	
Total produits d'exploitation	**93 983 277**	**75 850 697**	*6.1*
Achats et frais accessoires	(82 479 043)	(66 408 754)	*6.2*
Marge brute	**11 504 234**	**9 441 943**	
Services extérieurs, fournitures et consommables	(2 906 118)	(2 698 418)	*6.3*
Impôts et taxes	(586 985)	(338 740)	*6.4*
Frais de personnel	(3 334 266)	(3 022 288)	*6.5*
Autres charges	(57 216)	(56 829)	
Excédent Brut d'exploitation (EBITDA)	**4 619 648**	**3 325 668**	
Dotation nette aux amortissements et provisions	(650 452)	274 994	*6.6*
Résultat d'exploitation (EBIT)	**3 969 197**	**3 600 661**	
Résultat financier	**430 491**	**60 667**	*6.7*
Résultat courant	**4 399 688**	**3 661 328**	
Resultat exceptionnel	**768 037**	**(190 858)**	*6.8*
Impôts sur les sociétés	(533 972)	(33 797)	*6.9*
Résultat net	**4 633 753**	**3 436 674**	
dont part du groupe	*4 641 131*	*3 439 365*	
dont intérêts minoritaires	*(7 378)*	*(2 691)*	

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

Bilan Consolidé (en €)	31/12/2017 (12 mois)	31/12/2016 (12 mois)	*Notes*
Immobilisations incorporelles nettes	1 960 547	1 738 622	*7.1*
Immobilisations corporelles nettes	679 630	453 020	*7.2*
Prêts et autres immobilisations financières	3 543 353	2 675 818	*7.3*
Actifs immobilisés	**6 183 530**	**4 867 460**	
Stocks nets	20 177 894	13 888 842	*7.4*
Avances et acomptes versés sur commandes	675 677	661 765	*7.5*
Créances clients nettes	21 658 910	15 152 910	*7.6*
Autres débiteurs	3 211 260	2 354 511	*7.7*
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 148 443	12 380 943	*7.8*
Actifs circulants	**68 872 184**	**44 438 971**	
TOTAL ACTIF	**75 055 714**	**49 306 431**	
Capital social ou individuel	14 314 071	14 273 277	*7.9*
Primes	945 723	945 723	
Réserves consolidés	(319 960)	(3 113 600)	*7.10*
Réserve de conversion	(28 496)	(20 826)	
Résultat net	4 633 753	3 436 674	
Intérêts minoritaires sur réserves	(8 563)	(10 881)	*7.11*
Capitaux propres	**19 536 528**	**15 510 367**	
Provisions pour risques et charges	**3 622 082**	**2 813 331**	*7.12*
Dettes auprès des établissements de crédit	15 005 446	7 077 074	*7.13*
Dettes fournisseurs	32 992 668	21 275 843	*7.14*
Dettes fiscales et sociales	1 967 772	1 327 850	*7.15*
Autres dettes	1 931 218	1 301 967	*7.16*
TOTAL PASSIF	**75 055 714**	**49 306 431**	

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

Tableau des flux de trésorerie consolidé (en €)	31/12/2017 (12 mois)	31/12/2016 (12 mois)
Résultat net total consolidé	4 633 753	3 436 674
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	188 531	(66 205)
- Variation des impôts différés	-8 001	0
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	(23 536)	0
- Flux liés aux activités cédées et abandonnées	0	0
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0	0
Variation nette des actifs et des passifs courants	85 488	(2 692 318)
Flux liés aux activités cédées et abandonnées	0	0
Flux net de trésorerie généré par l'activité	**4 876 235**	**678 151**
Acquisitions d'immobilisations	(1 079 146)	(166 674)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	103 566	102 122
Flux liés aux activités cédées et abandonnées	0	0
Incidence des variations de périmètre	415 512	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**(560 068)**	**(64 552)**
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(354 785)	0
Variation de la réserve de conversion	(7 670)	(128 273)
Augmentation de capital, ou autres fonds propres	0	0
Diminution de capital, ou autres fonds propres	0	0
Comptes courants d'associés	(765 202)	(523 953)
Emissions d'emprunts	10 000 000	6 000 000
Remboursement d'emprunt	(2 071 628)	(305 418)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**6 800 715**	**5 042 356**
Flux net de trésorerie de l'exercice	**11 116 882**	**5 655 955**
Trésorerie nette à l'ouverture	11 998 451	6 342 496
Trésorerie nette à la clôture	23 115 333	11 998 451
Variation de la trésorerie nette	**11 116 882**	**5 655 955**

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

La variation des capitaux propres sur l'année 2017 peut se présenter de la manière suivante :

Variation des capitaux propres consolidés (en €)						
	Capital	Primes	Réserves et résultats consolidés	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31 déc. 2015 We.Connect	**14 273 277**	**945 723**	**(3 116 026)**	**12 102 974**	**66 500**	**12 036 475**
Résultat net 2016			3 439 365	3 439 365	(2 691)	3 436 674
Réserve de conversion			(20 826)	(20 826)		(20 826)
Versement de dividendes						
Variation de périmètre			20 561	20 561	(37 483)	58 044
Capitaux propres clôture 31 déc. 2016 We.Connect	**14 273 277**	**945 723**	**323 074**	**15 542 074**	**26 326**	**15 510 367**
Résultat net 2017			4 641 131	4 641 131	(7 378)	4 633 753
Réserve de conversion			(28 496)	(28 496)		(28 496)
Versement de dividendes			(354 786)	(354 786)		(354 786)
Augmentation de capital	40 794		(40 794)			
Variation de périmètre			(251 823)	(251 823)	(27 512)	(224 311)
Capitaux propres clôture 31 déc. 2017 We.Connect	**14 314 071**	**945 723**	**4 288 306**	**19 548 100**	**(8 564)**	**19 536 528**

NOTE 1 – PRESENTATION ET BASE DE PREPARATION DE L'INFORMATION FINANCIERE

REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du groupe ont été établis conformément aux règles françaises (loi du 3 janvier 1985 et arrêté du 9 décembre 1986) et plus particulièrement au Règlement 99-02 homologué par l'arrêté du 22 juin 1999.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les chiffres présentés dans ce document sont exprimés en Euros.

Les principales méthodes comptables suivantes ont été adoptées par la société WE.CONNECT et ses filiales.

PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« les filiales »). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant qu'intérêts minoritaires.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Au 31 décembre 2017, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale.

1.2 Monnaies étrangères et écart de conversion

Le Groupe exerce son activité dans la zone Euro et depuis l'exercice 2012 également à Hong Kong par l'intermédiaire de sa filiale MGF Hong Kong. Le groupe utilise la méthode du cours de clôture pour convertir les comptes de cette filiale. La conversion des comptes s'effectue de la manière suivante :

- Tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

Les écarts de conversion constatés sont portés, pour la part revenant au groupe, dans ses capitaux propres au poste « Réserves de conversion ».

Les transactions en monnaie étrangères, sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle (Euro) en utilisant le cours de change au jour de la transaction. Conformément au Règlement 99-02, les différences de conversion des dettes et créances à la clôture sont inscrites directement au compte de résultat, sauf en cas de couverture de change.

1.3 Comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires regroupe essentiellement les ventes de matériel informatique.

Ce chiffre d'affaires représente les ventes de biens et services effectuées dans le cadre de l'activité normale et principale du Groupe, nettes de toutes remises ou autres rabais commerciaux.

Le transfert de propriété se produit lors de la livraison du bien qui, en règle générale, correspond à la facturation. Les ventes sont donc enregistrées au vu des factures, une régularisation étant éventuellement effectuée à la clôture de l'exercice pour tenir compte d'un décalage entre facturation et livraison.

Les acomptes versés par les clients ne donnent lieu à aucune constatation de la vente et sont enregistrés dans le compte client concerné.

1.4 Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location-financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au Groupe. Tous les autres contrats sont classés en location simple. Le Groupe n'est pas bailleur dans le cadre de contrat de location sur les périodes présentées.

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur à la date d'acceptation du contrat. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue du contrat de location-financement. Les frais financiers, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la valeur du bien acquis, sont répartis sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

Ces immobilisations sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée d'utilité des actifs et la durée du contrat de location-financement lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'il n'y aura pas de transfert de propriété au terme du contrat.
Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

1.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement issues de la reprise au tribunal de commerce de la société Unika Computer via la création de la société Unika Multimédia, de l'acquisition des titres des filiales D2 Diffusion, PCA France, Halterrego et Acheternet ainsi que de la fusion absorption décrite dans la « Note 3 ». Elles sont composées respectivement de deux fonds de commerce et de trois écarts d'acquisition.

Les autres immobilisations incorporelles (principalement des licences informatiques) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

Ecart d'acquisition	non amorti
Fonds de commerce	non amorti
Logiciels	1-2 ans
Concessions et droits similaires	1-2 ans

Les écarts d'acquisition comptabilisés à l'actif du bilan consolidé sont soumis à un test annuel de dépréciation. En revanche, les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés Halterrego et Acheternet n'ont pas été soumis à un test de dépréciation du fait de leurs récentes acquisitions en juin 2017 et octobre 2017.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique « Dotations nettes aux amortissements et aux provisions » du compte de résultat.

1.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

Terrain	non amorti
Bâtiment	20 ans
Agencements et installations	8 ans
Matériel de transport	2-3 ans
Matériel de bureau et informatique	2-3 ans
Matériel et outillage	5 ans

La méthode d'amortissement retenue est celle de l'amortissement linéaire, quelle que soit la nature des immobilisations.

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique « Dotations nettes aux amortissements et aux provisions » du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique résultat exceptionnel du compte de résultat.

1.7 Prêts et autres immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés consolidées sont annulés, à l'exception des titres de participation de la société LIBAI. En effet, sont substitués à ces titres les actifs et passifs des sociétés concernées.

Les prêts et autres immobilisations financières représentent essentiellement des prêts et des dépôts et cautionnements. Les autres prêts sont des prêts effectués à des salariés du groupe.

1.8 Stocks de marchandises

Les marchandises sont évaluées selon la méthode du Prix Moyen Pondéré (PMP).

Les marchandises sont dépréciées selon leur nature (famille de produits) selon qu'elles ont fait l'objet d'une consommation et/ou d'un approvisionnement, selon la génération de produit sur laquelle elles rapportent et sur la base des consommations futures estimées. Ainsi, le taux de dépréciation pourra varier de 0% à 100%.

1.9 Avances et acomptes versés sur commandes

Ces montants correspondent aux avances et acomptes versés par le groupe à la commande pour l'achat à ces fournisseurs de matières premières et de marchandises.

1.10 Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale et sociale. Ces actifs sont valorisés à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur nominale ; la valeur probable de réalisation étant déterminée en fonction d'éventuels problèmes de recouvrement ou de l'exercice de procédures judiciaires ou contentieuses.

Une assurance-crédit a été souscrite auprès d'Atradius sur la filiale MGF pour couvrir les clients devenus douteux. L'indemnité reversée par Atradius varie de 75% à 50% du montant TTC de la créance, selon que les clients sont considérés comme dénommés, non dénommés ou surveillés. Les remboursements effectués par l'assurance dans le cadre de ce contrat sont inscrits en transfert de charges dans les « Autres produits » (Note 7.1).

1.11 Trésorerie, équivalents de trésorerie et titres de placement

Ce poste comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes-courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles. Il est à noter que ces placements à court terme supportent néanmoins un risque important de changement de valeur (actions de sociétés cotées en bourse).

Ces actifs sont valorisés à valeur historique et une provision est constituée en cas de moins-values latentes.

1.12 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation.

1.13 Engagements de départ à la retraite

Ils sont établis statistiquement sur la base des obligations des conventions collectives applicables et pondérée en fonction de l'âge, de l'ancienneté, du salaire, du statut cadre ou non-cadre, du sexe, des tables de mortalité fournies par l'INSEE ainsi qu'un certain nombre d'hypothèses telles que la probabilité de présence à l'âge de la retraite.

Les différents paramètres retenus sont les suivants :

Paramètres	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Age de départ à la retraite	65 ans (à l'initiative du salarié)	
Taux d'actualisation net	1,49%	1,49%
Progression des salaires	2,00%	2,00%
Taux de charges sociales	40%	40%
Turnover :	5% pour la tranche 20/39 ans, 3% pour les 40/49 ans et 1% après 50 ans	

1.14 Fournisseurs, dettes fiscales et sociales et autres dettes

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, les charges et cotisations sociales. Les autres dettes correspondent principalement à des clients créditeurs.

1.15 Risque de change

Les opérations des filiales du Groupe sont essentiellement effectuées en Euro, hormis certaines opérations d'achats et de ventes de marchandises faites en dollar US, notamment les achats en provenance d'Asie effectués par la filiale MGF Hong Kong.

NOTE 2 – INFORMATION SUR L'ACTIVITE

Le Groupe WE.CONNECT (ci-après « le Groupe ») est un groupe spécialisé dans la distribution de matériels informatiques (tablettes et ordinateurs portables) de marques de grands fabricants ainsi que dans la conception, la fabrication, l'assemblage et la distribution de matériels et de produits informatiques (ordinateurs, moniteurs et produits multimédia), périphériques et électroniques des produits de stockage (disques durs externes, clés USB, souris, etc.), des accessoires vendus sous les marques « Rivertech », « Gamium », « We Digital », « Unika » et « Unika Pro ».
La commercialisation des produits est assurée au travers des grandes surfaces spécialisées et des grandes et moyennes surfaces et des revendeurs informatiques et par le biais d'Internet.

Le Groupe WE .CONNECT a créé en 2012 la société MGF Hong Kong (détenue à 100%) qui a vocation à gérer les achats du groupe sur le marché asiatique. Le Groupe WE.CONNECT exerce sur cette filiale un contrôle exclusif. Cette société est consolidée en intégration globale (Note 6).

La société WE.CONNECT, société consolidante, est une société anonyme de droit français. Son siège social est situé 3 Avenue Hoche - 75008 PARIS

Le capital social de la société WE.CONNECT est composé de 272.911.607 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5,23 € chacune au 31 décembre 2016 pour un total de 14 273 277 euros.

Les comptes consolidés de l'exercice 2016 ont été arrêtés par le conseil d'administration.

NOTE 3 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE 2017

La société WE.CONNECT a acquis 90% des titres de la société PCA FRANCE et 100% des titres de la société HALTERREGO en date du 27 juin 2017.
Puis, la société WE.CONNECT a procédé à l'acquisition de 10% des titres de la société PCA FRANCE le 1er décembre 2017.

Par ailleurs, il convient de noter qu'au cours de l'exercice 2015 :

Au terme des Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires en date du 17 décembre 2015 des sociétés TECHNILINE et GROUPE UNIKA, les associés de chacune des sociétés ont approuvé la fusion absorption de GROUPE UNIKA par TECHNILINE (devenue WE.CONNECT).
La fusion entre les sociétés TECHNILINE et GROUPE UNIKA a consisté en une fusion-absorption de la société GROUPE UNIKA par la société TECHNILINE avec une parité d'échange fixée à 1 action de GROUPE UNIKA contre 601 actions de TECHNILINE.
Compte tenu de la parité d'échange et de l'actif net apporté par la société GROUPE UNIKA, la libération de l'augmentation de capital de la société TECHNILINE a imposé, juridiquement, que les apports de la société GROUPE UNIKA soient effectués pour leur valeur réelle (réévaluation d'un montant de 15,6 m€).
D'un point de vue comptable, en revanche, la fusion est analysée comme une acquisition inversée de la société TECHNILINE par la société GROUPE UNIKA. En effet, la société TECHNILINE a émis en rémunération de cette prise de contrôle suffisamment de ses propres actions pour permettre aux anciens actionnaires de la société GROUPE UNIKA de prendre le contrôle de son propre capital. Ceci a conduit à identifier la société GROUPE UNIKA comme étant l'acquéreur (au sens comptable).
Dans la mesure ou l'acquisition est qualifiée d'acquisition inversée, c'est le bilan de l'entreprise juridiquement acquéreuse (TECHNILINE) qui fait l'objet, dans les comptes consolidés, d'une réévaluation des actifs et passifs à la juste valeur. Cette entreprise étant considérée comme l'acquise. C'est sur cette base qu'est déterminé l'écart d'acquisition par la société réputée comme étant économiquement l'acquéreur. En conséquence, un écart d'acquisition de 1,7 m€ figure au bilan consolidé de TECHNILINE au 31 décembre 2015.
Ainsi, dans les comptes consolidés, les actifs et les passifs de GROUPE UNIKA n'ont pas eu à être réévalués à la juste valeur à la date d'acquisition et il a fallu annuler les effets de la fusion constatée en valeur réelle dans les comptes annuels de TECHNILINE. Cette annulation a eu pour effet de rendre les réserves consolidées négatives de 6,2 m€. Toutefois, les capitaux propres restent positifs de 12,0 m€.
Par ailleurs, un Conseil d'administration en date du 17 décembre 2015 prend acte que, compte tenu de la réalisation définitive de la fusion absorption de GROUPE UNIKA par TECHNIINE, le changement de dénomination sociale de TECHNILINE en WE.CONNECT, tel qu'adopté à la 31ème résolution de l'Assemblé Générale des actionnaires du 3 juin 2015, est effectif.

NOTE 4 – COMPARABILITE DES EXERCICES

Les exercices clos au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016 sont d'une durée de 12 mois.

NOTE 5 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le tableau ci-après présente le périmètre de consolidation ainsi que la méthode de consolidation retenue pour les comptes consolidés.

Filiales	31-déc-17		31-déc-16		Date de clôture	Methode choisie
	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts		
MGF	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	31.12	I.G.
Unika Multimédia	95,0%	95,0%	95,0%	95,0%	31.12	I.G.
Agorus	100,0%	100,0%	53,0%	53,0%	31.12	I.G.
Unika Sun	0,0%	0,0%	86,5%	86,5%	31.12	I.G.
D2 Diffusion	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	31.12	I.G.
MGF Hong Kong	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	31.12	I.G.
PCA France	100,0%	100,0%			31.12	I.G.
Halterrego	100,0%	100,0%			31.12	I.G.
Acheternet	100,0%	100,0%			31.12	I.G.

Il convient de noter que la société TECHNI CINE PHOT, bien que filiale à 100% de la société WE.CONNECT (apportée par TECHNILINE lors de la fusion absorption et provisionnée à 100% dans les comptes individuels de TECHNILINE), a été exclue du périmètre de consolidation au motif que cette société est en liquidation judiciaire par jugement en date du 6 août 2014.

NOTE 6 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

6.1 Chiffre d'affaires et autres produits

Le chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

Produits exploitation (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Ventes France	83 931 242	65 303 530
Ventes Export	9 496 466	10 174 236
Frais de ports	249 926	123 562
Total Chiffres d'affaires	**93 677 634**	**75 601 328**
Transferts de charges et autres produits	303 643	198 372
Subvention d'exploitation	2 000	50 997
Total Autres produits	**305 643**	**249 369**
Total Produits d'exploitation	**93 983 277**	**75 850 697**

Les ventes de marchandises export sont principalement des ventes vers les DOM-TOM (Martinique, Guadeloupe).

Les transferts de charges correspondent principalement à des remboursements d'assurance dans le cadre de l'assurance-crédit sur les créances devenues irrécouvrables.

6.2 Achats consommés et frais accessoires

6.2.1 Détail des achats consommés et des frais accessoires

Les achats de marchandises et de matières premières ont évolué comme suit :

Achats et frais acessoires (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Achat de marchandises et matières premières	85 855 414	66 160 362
Variation des stocks	(4 596 731)	(784 955)
Frais accessoires et transport sur achats	460 977	618 216
Frais de transport sur ventes	524 383	415 132
Total Achats et frais accessoires	**82 244 043**	**66 408 755**

6.2.2 Marge brute sur ventes de marchandises

La marge brute sur les ventes de marchandises a évolué comme suit :

Marge brute commerciale sur ventes (en €)	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Ventes de marchandises	93 442 634	75 601 328
Achats de marchandises et frais accessoires	(82 244 043)	(66 408 754)
Marge brute sur ventes (en €)	**11 198 591**	**9 192 574**
Taux de marge brute commerciale	12,0%	12,2%

6.3 Services extérieurs

Les services extérieurs se composent des éléments suivants :

Services extérieurs, fournitures et consommables (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Locations immobilières	355 027	215 625
Locations mobilières - serveur et logiciel	173 903	139 245
Entretiens et maintenances	131 830	124 032
Assurances	88 741	68 666
Honoraires et études	430 567	288 088
Publicité	682 865	800 345
Voyages, missions et réceptions	518 229	529 105
Poste et télécommunications	83 039	77 479
Services bancaires	182 542	183 767
Fournitures diverses	109 241	143 816
Autres frais administratifs	150 134	128 250
Total Services extérieurs	**2 906 118**	**2 698 418**

6.4 Impôts et taxes

Les impôts et taxes ont évolué comme suit :

Impôts et taxes (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Taxes assises sur les salaires	47 850	41 985
Taxes assises sur le chiffre d'affaires	103 275	88 030
CFE et CVAE	168 429	96 328
Taxe foncière	241 982	101 740
Autres taxes	25 449	10 657
Total Impôts et taxes	**586 985**	**338 740**

6.5 Charges de personnel

6.5.1 Détail de la charge de personnel

Les charges de personnel ont évolué comme suit :

Frais de personnel (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Salaires et traitements	2 491 857	2 297 306
Charges sociales	910 780	816 609
Engagement retraite	41 731	(11 100)
CICE	(110 102)	(80 528)
Total Frais de personnel	**3 334 266**	**3 022 287**

6.5.2 Effectif

L'effectif du groupe a évolué comme suit :

Détail des effectifs du groupe	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Cadres	11	10
Employés et Ouviers	68	51
Effectifs du groupe à la clôture	**79**	**61**
Effectifs moyen du groupe sur la période	*78*	*61*

L'ensemble de l'effectif du Groupe est situé en France.

6.6 Dotations nettes aux amortissements et provisions

La variation nette des reprises et dotations aux amortissements et provisions s'analyse comme suit :

Dotation nette aux amortissements et provisions (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles (Note 8.1)	0	0
Dotation à la provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles	0	0
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles (Note 8.2)	(263 480)	(240 237)
Variation de la provision pour dépréciation des stocks (Note 8.4)	(427 508)	205 884
Variation de la provision pour risques et charges d'exploitation (Note 8.12) - hors retraite	78 345	301 991
Variation de la provision pour dépréciation des créances (Note 8.6)	(37 808)	7 356
Total Dotations nettes aux amortissements et provisions	**(650 451)**	**274 994**

6.7 Résultat financier

6.7.1 Détail du résultat financier

Le résultat financier a évolué comme suit entre les deux exercices :

Détails du résultat financier (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Intérêts et produits financiers	139 631	113 432
Plus values de cession titres de placement	288 687	596 974
Différences positives de changes	220 081	162 619
Reprise de provision sur titres de placement	0	0
Total des produits financiers	**648 399**	**873 025**
Intérêts et charges financières	109 564	55 771
Moins value de cession titres de placement	108 343	482 476
Différences négatives de changes	0	274 110
Dotation à la provision sur titres de placement	0	0
Total des charges financières	**217 907**	**812 357**
Résutlat financier	**430 491**	**60 667**

Les produits et charges financières sont principalement composés des plus et moins-values sur cessions des titres de placement court terme ainsi que des différences de changes.

6.7.2 Comptabilisation des escomptes financiers

Il est à noter que les escomptes obtenus pour paiements rapides étaient jusqu'en 2012 comptabilisés en produits financiers. Compte tenu que sur les fournisseurs concernés, ils sont appliqués de manière récurrente et systématique, il a été logiquement décidé que ces escomptes représentent, dorénavant, un vrai produit d'exploitation pour le groupe. En conséquence, les escomptes obtenus pour paiement rapide au titre de l'exercice 2016 ont été comptabilisés en moins du poste achats. Ils ont représenté 314.149 euros au titre de cet exercice (267.018 euros au titre de l'exercice 2015).

6.7.3 Ecarts de change

La société WE.CONNECT a appliqué le règlement ANC n° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture à leurs exercices ouverts depuis le 1er janvier 2017. Ainsi, selon ce nouveau règlement, les résultats de change réalisés sur les dettes et créances commerciales sont désormais enregistrés en résultat d'exploitation.

6.8 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel a évolué comme suit entre les deux exercices :

Détails du résultat exceptionnel (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Produits de cession d'immobilisation	272 300	2 300
Autres produits exceptionels	922 013	36 604
Reprises aux provisions exceptionnelles (Note 8.12)	0	0
Total des produits exceptionnels	**1 194 313**	**38 904**
Valeur nette comptable des élements cédés (Note 8.2)	11 762	7 321
Autres charges exceptionelles	414 513	222 441
Dotations aux provisions exceptionnelles (Note 8.12)	0	0
Total des charges exceptionnelles	**426 275**	**229 762**
Résultat exceptionnel	**768 038**	**(190 858)**

Il convient de noter que le poste « Autres produits exceptionnels » est composé à hauteur de 689.605 euros de l'écart d'acquisition négatif constaté lors de l'acquisition des titres de la société PCA FRANCE.

6.9 Impôts sur les sociétés

Preuve d'impot en Euros (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Résultat courant avant impôts	4 399 688	3 684 396
Résultat exceptionnel	768 037	(36 898)
	5 167 725	**3 647 498**
Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%
Impot théorique	**1 722 403**	**1 215 711**
Impot courant	541 967	319 596
Impôt différé	(7 995)	499 597
Impôt réel	**533 972**	**819 193**
Taux d'impôt réel	10,33%	22,46%
Ecart sur IS	**(1 188 431)**	**(396 518)**
Ecart sur taux	23,00%	10,87%
Détail		
Ecart de taux	(89 784)	(117 251)
Effets des différences permanentes	(829 332)	(189 198)
Effets du traitement des dons	(178 905)	(65 480)
Crédit d'impôt (CICE & CIR)	(90 411)	(24 589)
Total	**(1 188 431)**	**(396 518)**

Le Groupe ne dispose pas de différences temporaires déductibles et crédit d'impôt non utilisés n'ayant pas fait l'objet de comptabilisation d'impôts différés au 31 décembre 2017.

Compte tenu des critères éligibilités au taux d'IS à 28% à partir de l'exercice 2018, nous avons décidé de conserver un taux de 33,33% actuellement en vigueur pour 2017, 2018 et 2019 pour le calcul des impôts différés. L'effet d'un changement de taux de 33,33% à 28% a, de plus, été jugé non significatif.

NOTE 7 – NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDE

7.1 Immobilisations incorporelles

➢ Variation des valeurs brutes des immobilisations incorporelles :

Immobilisations incorporelles (en €)	31 déc. 2016	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	31 déc. 2017
Ecart acquisition Techniline	1 706 000				1 706 000
Ecart acquisition Halterrego			26 662		26 662
Ecart acquisition Acheternet			176 390		176 390
Fonds de commerce	25 000				25 000
Logiciels concessions et droits similaires	24 610	34 696			59 306
Autres Immobilisations incorprelles	7 622				7 622
Valeur brute	**1 763 232**	**34 696**	**203 052**	**0**	**2 000 980**
Amortissements	**24 610**	**15 823**	**0**	**0**	**40 433**
Valeur Nette	**1 738 622**	**50 519**	**203 052**	**0**	**1 960 547**

Dans le cadre de la reprise des activités d'Unika Computer en novembre 2006 via la création de la société Unika Multimédia, il a été reconnu à l'actif un fonds de commerce non amorti pour 25 000 €.

Comme décrit dans la « Note 2 », un écart d'acquisition a été constaté dans les présents comptes consolidés du fait de l'acquisition inversée de la société TECHNILINE.

Par ailleurs, l'acquisition des sociétés HALTERREGO et ACHETERNET a généré de nouveaux écarts d'acquisition.

Les autres immobilisations incorporelles comptabilisées par le Groupe sont principalement constituées de licences et logiciels informatiques. Ces immobilisations ont une durée d'utilité déterminée et sont donc amorties. Aucune de ces immobilisations n'est soumise à restriction.

➢ Variation des amortissements – dépréciations des immobilisations incorporelles :

Amortissement des immobilisations incorporelles (en €)	31 déc. 2016	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	31 déc. 2017
Ecart acquisition / Fonds de commerce	0				0
Logiciels concessions et droits similaires	24 610	15 823			40 433
Autres Immobilisations incorprelles	0				0
Amortissements	**24 610**	**15 823**	**0**	**0**	**40 433**

7.2 Immobilisations corporelles

➢ Variation des valeurs brutes des immobilisations corporelles :

Immobilisations corporelles (en €)	31 déc. 2016	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	31 déc. 2017
Agencements et installations	128 461	562 191	1 996		692 648
Matériel de transport	298 063	171 540	331 697	239 612	561 688
Matériel et outillage	488 995	7 975		6 377	490 593
Matériel de bureau et informatique	52 888	4 300			57 188
Autres immobilisations corporelles	87 500		30 000		117 500
Valeur brute	**1 055 907**	**746 006**	**363 693**	**245 989**	**1 919 617**
Amortissements	**602 887**	**523 797**	**275 232**	**161 929**	**1 239 987**
Valeur Nette	**453 020**				**679 630**

➢ Variation des amortissements – dépréciations des immobilisations incorporelles :

Amortissement des immobilisations corporelles (en €)	31 déc. 2016	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	31 déc. 2017
Agencements et installations	124 046	420 818	23 816		568 680
Matériel de transport	164 525	93 728	103 620	161 929	199 944
Matériel et outillage	234 570	6 772	123 349		364 691
Matériel de bureau et informatique	52 801	2 479	947		56 227
Autres immobilisations corporelles	26 945		23 500		50 445
Amortissements	**602 887**	**523 797**	**275 232**	**161 929**	**1 239 987**

7.3 Prêts et autres immobilisations financières

Prêts et autres immobilisations financières (en €)	31 déc. 2016	Variation de périmetre	Augmentation	Diminution	31 déc. 2017
Prêts au personnel	77 581		16 199	10 395	83 385
Prêts à des tiers	416 854		7 212		424 066
Dépôts et cautionnement	146 701	157 500	95 900	5 781	394 320
Garantie prêt BPI			100 000		100 000
SCI Sonsara			507 000		507 000
Titres & compte courant SCI LIBAIL	2 034 681			100	2 034 581
Prêts et autres immobilisations financières	**2 675 818**	**157 500**	**726 311**	**16 276**	**3 543 353**

i) Au 31 décembre 2006, un prêt à la SCI Solaris a été consenti dans le cadre de la cession en décembre 2006 de cette SCI dans laquelle le groupe avait investi début 2006 et qui correspond au montant des comptes courants initiaux du groupe dans cette SCI. Ce prêt a été remboursé à hauteur de 242 606 € en 2010. Les intérêts sur ce prêt (au taux de 5%) au titre de 2017 ont été capitalisés pour 7 212 €.

ii) Au cours de l'exercice 2012, le groupe a pris une participation à hauteur de 10% dans la SCI LIBAIL (Note 9.3).

iii) Au cours de l'exercice 2017, le groupe a pris une participation dans la SCI SONSARA.

7.4 Stocks

Les stocks ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Stocks (en €)	31 déc.2016	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	31 déc.2017
Valeur brute des stocks	14 602 218	3 632 459	23 318 778	18 234 677	23 318 778
Dépréciation des stocks	713 376		3 140 884	713 376	3 140 884
Total Stocks	**13 888 842**	**3 632 459**	**20 177 894**	**17 521 301**	**20 177 894**

7.5 Avances et acomptes versés sur commandes

Avances et accomptes versés (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Avances et accomptes versés	675 677	661 765

Ces montants correspondent aux avances et acomptes versés par le groupe à la commande pour l'achat à ces fournisseurs de matières premières et de marchandises.

7.6 Créances clients

Les créances clients se décomposent comme suit :

Détail des créances clients (en €)	31 déc.2017	31 déc. 2016
Créances clients	19 469 608	14 120 401
Factures à établir	485 074	1 576
Effets à recevoir	1 835 752	1 136 327
Créances douteuses	262 233	248 501
Total créances clients brutes	**22 052 667**	**15 506 804**

L'évolution depuis 2016 des créances clients peut s'analyser comme suit :

Créances clients (en €)	31 déc. 2016	Augmentation	Diminution	31 déc. 2017
Créances brutes	15 506 804	6 545 863		22 052 667
Dépréciation des créances	353 893	42 014	2 150	393 757
Total créances nettes	**15 152 911**	**6 503 849**	**(2 150)**	**21 658 910**

Risque de crédit :

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour encours douteux. Ces encours sont estimés par le Groupe créance par créance, en fonction des historiques de perte et de l'environnement économique. Une perte de valeur (dépréciation des créances douteuses) figure au bilan pour un montant 393.757 au 31/12/2017 (353.893 euros au 31/12/2016). Cette perte de valeur réversible est évaluée et estimée par rapport au risque de défaillance identifié par créance. Sur l'exercice 2017, les pertes sur créances irrécouvrables se sont élevées à 53.394 euros en 2017 (contre 364 euros en 2016) et sont comptabilisées en autres charges.

7.7 Autres débiteurs

Autres débiteurs (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Créances fiscales (1)	953 666	528 467
Charges constatées d'avance (2)	45 542	367 536
Autres créances	948 300	1 078 825
Impôts courant	403 410	191 303
Impôts différés	860 349	185 683
Total Autres débiteurs	**3 211 266**	**2 351 814**

(1) Les créances fiscales correspondent essentiellement aux postes de TVA.

(2) Les charges constatées d'avance correspondent principalement au 31/12/2017 aux loyers du 1er trimestre 2018 facturés en décembre 2017.

7.8 Trésorerie, équivalents de trésorerie et titres de placement

Trésorerie et equivalents de trésorerie (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Comptes courants bancaires et caisses	15 471 055	6 010 890
Autres (intérêts courus, chèques à encaisser etc.)	2 258 418	4 216 142
Valeurs mobilières de placement	5 429 573	2 164 515
Dépreciation des valeurs mobilières de placement	(10 604)	(10 604)
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	**23 148 443**	**12 380 944**

Les comptes courants bancaires et caisses correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe.

Les placements à court terme sont composés d'actions de sociétés cotées et de comptes à terme. Ils sont valorisés à la valeur historique et une provision est constituée en cas de moins-values latentes.
Au 31 décembre 2017, le groupe détient 67.341 actions propres valorisées au cours historique à 197 038 euros. Ces titres d'autocontrôle étant classés en valeurs mobilières de placement dans les comptes individuels, ils ne font l'objet d'aucun retraitement dans les comptes consolidés.

7.9 Capital et primes d'émission

Au 31 décembre 2017, le capital de la société mère WE.CONNECT est composé de 2.736.922 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5,23 € chacune.

7.10 Réserves

A titre de rappel, les réserves consolidées ont été impactées par l'acquisition inversée décrite dans la « Note 3 » au 31/12/2015. Par ailleurs les frais relatifs à l'augmentation de capital ont été imputés dans les comptes individuels de la société WE.CONNECT sur le montant de la prime d'émission / de fusion (pour un montant net d'impôt sur les sociétés).

La réserve de conversion s'applique à la consolidation des comptes de MGF Hong Kong. Les taux de conversion entre l'EURO et l'USD ont été les suivants pour 2017 :

Taux de clôture : 0,9298 euro pour 1 USD
Taux moyen : 0,8811 euro pour 1 USD

7.11 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont relatifs aux actionnaires minoritaires des sociétés UNIKA MULTIMEDIA et D2 DIFFUSION (Note 6). Les capitaux propres attribuables aux minoritaires se décomposent comme suit :

Intérêts minoritaires (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Réserves attribuables aux minoritaires	(8 563)	(10 881)
Résultats attribuables aux minoritaires	(7 378)	(2 691)
Intérêts minoritaires sur réserves	**(15 941)**	**(13 572)**

7.12 Provisions

Les provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

Provisions risques et charges (en €)	31 déc. 2016	Variation de prémiètre	Augmentation	Diminution	31 déc. 2017
Provisions pour garanties	611 871		2 228		614 099
Provision retraite	124 746	41 579	152		166 477
Provisions pour litiges sociaux	1 300 000	51 900			1 351 900
Provisions pour litiges commerciaux	696 714	103 860		105 573	695 001
Autres provisions pour risques	80 000		714 605		794 605
Total Provisions	**2 813 331**	**197 339**	**716 985**	**105 573**	**3 622 082**

La provision pour garanties concerne les coûts de garanties données aux clients sur les produits vendus. Elle concerne principalement des coûts de main d'œuvre et des frais de transport dans la mesure où les produits vendus font également l'objet d'une garantie de la part des fournisseurs. Les mouvements de la provision pour garanties sont comptabilisés en « dotations nettes aux amortissements et provisions ».

La provision retraite comptabilisée concerne l'engagement retraite des salariés du Groupe. La variation de cette provision a eu pour conséquence une reprise s'élevant à 41 731 euros en 2017 qui a été comptabilisée en « Frais de personnel ».

L'évolution de la provision pour litiges sociaux au 31/12/2016 concerne des procédures prud'homales en cours engagées (antérieurement à la fusion absorption) par plusieurs anciens salariés du Groupe TECHNILINE pour laquelle la provision a été estimée en fonction du risque et inclut une provision pour les honoraires de l'avocat en charge du dossier.

La provision pour litiges commerciaux correspond à la meilleure estimation du Groupe des coûts qui devront être supportés pour régler les possibles litiges nés d'un défaut qualité sur un produit (coûts de remplacement et pénalité commerciale).

Les autres provisions pour risques sont principalement constituées de la comptabilisation à hauteur de 689 605 euros de l'écart d'acquisition négatif constaté lors de l'acquisition de la société PCA FRANCE. Il convient de noter que cet écart d'acquisition négatif a fait l'objet d'une reprise à 50% en résultat exceptionnel.

7.13 Dettes auprès des établissements de crédit

Dettes financières (en €)	31 déc. 2016	Augmentation	Diminution	31 déc. 2017
Dettes auprès des établissements de crédit	7 077 074	10 000 000	2 071 628	15 005 446
Total Dettes financières	**7 077 074**	**10 000 000**	**2 071 628**	**15 005 446**

Au 31/12/2017, ces dettes correspondent principalement à plusieurs emprunts souscrits auprès de différentes banques ainsi qu'aux comptes courants bancaires créditeurs.

7.14 Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes aux fournisseurs et aux comptes rattachés ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Fournisseurs et comptes rattachés (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Dettes fournisseurs	29 722 944	16 858 646
Effets à Payer		1 587 545
Factures non parvenues	3 269 724	2 829 651
Total Fournisseurs et comptes rattachés	**32 992 668**	**21 275 842**

7.15 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Dettes fiscales et sociales (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Personnel et comptes rattachés	269 627	231 952
Securité sociale et autres organismes sociaux	436 930	388 507
Taxe sur la valeur ajoutée	868 941	680 393
Autres charges fiscales à payer	85 589	26 995
Impôts sur les sociétes	306 685	0
Total Dettes fiscales et sociales	**1 967 772**	**1 327 846**

Le poste « Personnel et comptes rattachés » correspond principalement aux provisions pour congés payés ainsi qu'aux provisions pour primes.

7.16 Autres dettes

Les autres dettes ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Autres Dettes (en €)	31 déc. 2017	31 déc. 2016
Clients créditeurs (1)	948 637	704 858
C/C Actionnaires	279 740	39 705
Produits constatées d'avance	13 548	42 610
Ecart de conversion passif	0	473
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 552	3 943
Impôt différé passif	433 333	433 333
Autres créditeurs	252 409	77 044
Total Autres dettes	**1 931 218**	**1 301 967**

(1) Les clients créditeurs correspondent essentiellement à des avoirs à établir relatifs à des remises de fin d'année pour certains clients de la grande distribution.

Les produits constatés d'avance correspondent à des extensions de garantie vendues avec certains produits et qui sont reconnus en chiffre d'affaire au prorata temporis.

NOTE 8 – AUTRES INFORMATIONS

8.1 Contrats de location financement

Aucun contrat de location financement n'a été conclu au cours de l'année 2017 ou dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'année 2017.

8.2 Autres engagements hors bilan

➢ Engagements reçus :

La société MGF a reçu les engagements suivants :

Banque	Nature des engagements reçus	31 déc. 2017
Palatine	Caution	1 500 000
Palatine	Crédocs	1 438 366
Total	**Total**	**2 938 366**

➢ Engagements donnés :

La société MGF a donné les engagements suivants :

Banque	Nature des engagements donnés	31 déc. 2017
Palatine	Caution	145 000
Total	**Total**	**145 000**

8.3 Opérations sur instruments financiers à terme

La société MGF a effectué les opérations sur instruments financiers à terme suivantes avec les banques Société Générale, Caisse d'Epargne et Crédit Agricole :

Date de conclusion	Date d'échéance	Type	Achat / vente	Montant	Devise	Banque	Devise
27-sept-17	29-mars-18	Option achat à terme	Achat	600 000	USD	Caisse épargne	€
04-déc-17	27-juin-18	Option achat à terme	Achat	500 000	USD	Caisse épargne	€
04-déc-17	29-mars-18	Option achat à terme	Achat	750 000	USD	Crédit Agricole	€
17-févr-17	14-févr-18	Option achat à terme	Achat	70 000	USD	Société Générale	€

8.4 Information sur les parties liées

Relation entre la société mère et ses filiales :

Les relations entre la société mère WE.CONNECT et ses filiales sont des relations classiques entre une société holding et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs aux filiales, tel que la Direction Générale et la Direction juridique ont été transférés sur la Société mère qui refacture des prestations de services (de nature administrative, comptable, marketing ...) à ses filiales. Ces prestations de services sont calculées selon des clés de répartition qui sont déterminées pour chaque service, en fonction de leur utilisation des services communs.

Relation entre la société et LIBAIL :

Le Groupe a cédé en décembre 2010 à la société LIBAI, ayant un mandataire social commun avec le Groupe, le terrain et le bâtiment du site de Croissy-Beaubourg et a signé un contrat de location des locaux auprès de cette société.
Au cours de l'exercice 2012, le groupe a pris une participation de 10% dans le capital de cette société.

Les soldes figurant au bilan et au compte de résultat sont les suivants au 31/12/2017 :

- Titres de participation : 100 euros
- Comptes courants : 2 034 421 euros
- Dépôts de garantie (loyers) : 236 550 euros
- Charges de loyers : 390 862 euros

8.5 Dividendes

La société WE.CONNECT a versé à ses actionnaires un dividende de 354 785 euros au cours de l'exercice 2017.

8.6 Plan d'attribution d'actions gratuites

Au terme de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2016, les actionnaires ont voté (7ème résolution) une autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'attribution d'actions gratuites.

Le Conseil d'Administration du 17 septembre 2016 a arrêté les dispositions du plan d'attribution d'actions gratuites par émission d'actions nouvelles.

Ainsi, un Conseil d'Administration, qui s'est tenu en date du 15/09/2017, a autorisé l'augmentation de capital par incoporation de réserves aux fins de l'attribution d'actions gratuites de 7.800 actions nouvelles d'une valeur nominale de 5,23 euros.

8.7 Evènements postérieurs

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à porter à la connaissance des actionnaires.

8.8 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes se sont élevés à :

En euros	31-déc-17		31-déc-16	
	PwC	ISH Audit / Arpèges Auditeurs / CB Audit	PwC	Arpège Auditeurs
Audit				
- Commissariat aux comptes certification, examen des comptes individuels et consolidés	63 262	13 150	39 651	6 560
Emetteur	39 761	0	28 769	0
Filiales	23 501	13 150	10 882	6 560
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	0	0	0	0
Emetteur	0	0	0	0
Filiales	0	0	0	0
Sous-total	**63 262**	**13 150**	**39 651**	**6 560**
Autres prestations				
- Juridique, fiscal, social	0	0	0	0
- Autres	0	0	0	0
Sous-total	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL	**63 262**	**13 150**	**39 651**	**6 560**